



OPINION'EYE | Numéro 36 – Janvier 2026

La sécurité dans les communes : *un nouvel enjeu transpartisan ?*

par Théo Ponchel
Directeur d'études
Pôle Opinion d'OpinionWay

opinionway'

Enable today, shape tomorrow

Le 13 novembre 2025, Mehdi Kessaci était assassiné à Marseille, dans un acte d'intimidation à l'encontre des citoyens engagés contre le trafic de drogue. Ce crime a eu l'effet d'un choc à travers le pays, exposant l'ampleur prise par le narcotrafic en France, son emprise sur certains quartiers et le niveau d'exposition des citoyens face à ce fléau. Depuis, la campagne des élections municipales donne une grande place aux enjeux de sécurité, à travers la question des polices municipales, du port d'arme des policiers municipaux ou encore de la vidéosurveillance.

Comment cela se matérialise-t-il dans l'état d'esprit des électeurs ? Y a-t-il des évolutions dans la façon dont les citoyens priorisent ces enjeux ?

OpinionWay suit l'évolution des priorités des Français à l'échelle de leur commune à travers plusieurs dispositifs de sondage au long court :

- Pendant la période de campagne pour les élections municipales, pour Les Echos et Radio Classique, du début de la période électorale avec le baromètre d'état d'esprit des électeurs jusqu'aux jours du scrutin via des dispositifs destinés à étudier les motivations des électeurs au moment de déposer un bulletin dans l'urne ;
- Également en dehors des périodes de campagne, notamment à travers le baromètre des Villes et Villages où il fait bon vivre, réalisé chaque année depuis 2019.

Une thématique clef de la campagne

Ces multiples dispositifs corroborent la place de la sécurité dans les priorités des électeurs aujourd'hui : cet enjeu occupe la tête du classement de leurs préoccupations (58%[1]). Après plusieurs mois où les drames et les questions liés au trafic de drogue ont souvent fait la une de l'actualité, on observe même une progression de 4 points de cet enjeu depuis mars 2025.

L'importance de cette thématique est la plus grande à la droite et l'extrême-droite du spectre politique :

- 73% chez les sympathisants des Républicains, 15 points devant le deuxième enjeu cité, à savoir le cadre de vie et l'environnement.
- 74% chez les sympathisants du Rassemblement national, avec 18 points d'avance sur le deuxième enjeu cité, l'immigration.

L'enjeu de la sécurité n'est pour autant pas cantonné à ces seuls électorats. Les sympathisants des Ecologistes font certes exception, en en plaçant la sécurité au quatrième rang de leurs priorités (39%), 28 points derrière l'enjeu du cadre de vie et de l'environnement.

[1] Sondage OpinionWay pour Les Echos et Radio Classique, réalisé par Internet auprès d'un échantillon de 1901 Français inscrits sur les listes électorales, du 6 au 8 janvier 2026.

Mais dans tous les autres camps, la sécurité figure en haut de la liste des enjeux importants :

- En tête chez les sympathisants d'Ensemble, avec 61% des citations ;
- En troisième position chez les sympathisants socialistes (48%), à 4 points des enjeux cités en premier (52% pour le cadre de vie et l'environnement ou pour les impôts locaux) ;
- En tête également chez les partisans de La France insoumise (54%), devant le cadre de vie et l'environnement (51%), devant l'action sociale (47%) et devant le logement (47%) ;
- En première position parmi les Français qui ne se reconnaissent dans aucun parti politique aujourd'hui, avec 51% des citations.

Longtemps un marqueur du *clivage politique*

L'importance de la sécurité pour les élections municipales n'est pas une nouveauté. Dans le sondage Jour du vote réalisé par OpinionWay le 15 mars 2020, au premier tour d'une élection perturbée par l'explosion de la pandémie de Covid, cet enjeu était classé en deuxième position (33%) derrière le cadre de vie et l'environnement (47%) par les votants dans les communes de 1 000 habitants ou plus[2].

En 2020, la citation de l'enjeu de la sécurité illustrait un clivage politique fort : 57% des électeurs de l'extrême droite l'évoquaient parmi leurs critères, contre 43% à droite, 37% au centre et 18% des électeurs de gauche, en sixième position seulement dans cet électorat.

Un effet de *trompe l'œil* dès 2019

Ce résultat pouvait toutefois masquer l'importance réelle des enjeux de sécurité, dès lors et dans tous les camps politiques. Dans le cadre du Palmarès des villes et villages où il fait bon vivre, OpinionWay pose chaque année depuis 2019, y compris en dehors des années d'élection donc, une question sur les critères qui constituent une ville ou un village "où il fait bon vivre". Cette question permet ainsi de détacher en partie le contexte partisan pour observer l'état d'esprit des Français sur les déterminants d'une ville ou d'un village agréable. En 2019[3], la sécurité était déjà placée en deuxième position de ces critères par l'ensemble des Français (70%), derrière le critère assez globalisant de la qualité de vie (82%).

[2] Sondage OpinionWay pour Les Echos, réalisé le 15 mars 2020 par Internet auprès d'un échantillon de 2604 personnes ayant voté au premier tour des élections municipales dans une commune de 1000 habitants ou plus, issu d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans

[3] Sondage OpinionWay pour Villes & Villages où il fait bon vivre, réalisé par Internet auprès d'un échantillon de 1008 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, les 20 et 21 novembre 2019

Le détail des réponses selon les préférences partisanes confirme bien le tropisme des sympathisants de droite et d'extrême-droite pour cette thématique (respectivement 81% et 80% de citations). En revanche, il laisse apparaître une importance bien plus grande de la sécurité aux yeux des sympathisants du centre et de la gauche, dont une majorité citent ce critère : 66% des soutiens de la majorité présidentielle (soit la deuxième position), tout comme 57% des sympathisants de gauche (soit la troisième position).

Un *basculement* dans l'électorat centriste

7 ans plus tard, la sécurité demeure le deuxième critère cité par les Français pour déterminer une ville ou un village où il fait bon vivre, mais le score a légèrement augmenté (74%)[4].

Cette augmentation ne provient que peu des sympathisants de la droite (85% cette année, +4 points), pas plus que de ceux du Rassemblement national (81%, +1 point), ni des personnes sans aucune sympathie partisane (72%, -1 point depuis 2019). Elle est causée en partie par les réponses des sympathisants de gauche, qui en font désormais leur deuxième critère (62%, +5 points). Elle est surtout liée à un renforcement spectaculaire de l'importance de cet enjeu parmi les soutiens du camp présidentiel : 18% de ces électeurs centristes citent désormais la sécurité, soit une augmentation de 12 points en 7 ans qui permet d'atteindre des aussi élevés que ceux mesurés chez les sympathisants de la droite ou du Rassemblement national.

Or, le camp présidentiel aborde les élections municipales dans une situation difficile :

- Faiblement ancré localement après des élections décevantes en 2020, mais aussi en 2021 lors des élections régionales ;
- Bousculé au niveau national, même s'il est parvenu à conserver le gouvernement après l'échec de la dissolution de 2024 ;
- Divisé en interne, notamment à la suite des déclarations d'Edouard Philippe et Gabriel Attal concernant le président Emmanuel Macron.

Dans ce contexte, imposer ses arguments et ses propositions sur la thématique de la sécurité apparaît comme un objectif primordial pour les candidats.

[4] Sondage OpinionWay pour Villes & Villages où il fait bon vivre, réalisé par Internet auprès d'un échantillon de 1014 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, les 15 et 16 octobre 2025

Réussir dans ce domaine pourrait leur permettre d'activer leur socle électoral (10% des Français déclarent être proche d'un des partis de la coalition [5]), toujours fortement mobilisé lors des rendez-vous électoraux (83% des électeurs de la majorité présidentielle avaient voté au premier tour des élections législatives anticipées de 2024, contre 79% des sympathisants des partis de gauche, 75% de ceux des partis de droite et 68% des sympathisants du Rassemblement national)[6].

En définitive, si le thème de la sécurité s'impose aussi fortement dans la campagne des élections municipales de 2026, c'est donc moins par une dynamique nouvelle dans la population qu'une évolution très ciblée, dans un électoral clef, qui rend ce sujet particulièrement sensible pour les équipes de campagne.

par Théo Ponchel
Directeur d'études
Pôle Opinion d'OpinionWay

[5] Ibid.

[6] Sondage OpinionWay pour Les Echos, réalisé le 30 juin 2024 par Internet auprès d'un échantillon de 8154 personnes inscrites sur les listes électorales, issu d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans

Précédents numéros

- [OPINION'EYE #35 – #BalanceTonPote : la loyauté affective face aux violences sexistes](#)
- [OPINION'EYE #34 – François Bayrou ou la recherche infructueuse du soutien de l'opinion](#)
- [OPINION'EYE #33 – L'impact du procès des assistants parlementaires du Front national sur l'opinion publique](#)
- [OPINION'EYE #32 – Le profil des candidats aux élections législatives 2024](#)
- [OPINION'EYE #30 – Les maires, des élus comme les autres](#)

[TOUS LES OPINIONEYE](#)



A propos du groupe *OpinionWay*

Créé en mars 2000, pionnier de la digitalisation des études, OpinionWay innove dans les études Marketing et d'Opinion et développe l'agilité dans les modes d'approches (panels en ligne, communautés digitales, hybridation des données et Social Media Intelligence).

Reflet de notre engagement profond envers un avenir durable et responsable, nous sommes depuis janvier 2025 "Entreprise à mission".

Né en France et capable d'intervenir sur les cinq continents, OpinionWay a des implantations au Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie), en Europe de l'Est (Pologne) et en Afrique Subsaharienne (Côte d'Ivoire). Le Groupe intervient dans la compréhension des publics, des marchés, des marques ; dans la recherche de produits et de services, pour des clients se développant en France comme à l'international auprès de cibles BtoB et BtoC.

OpinionWay est membre actif d'Esomar, et certifié depuis 2009 ISO 20252 par l'AFNOR.